

## Bulletin d'histoire politique

# Comblant le fossé entre les deux solitudes : l'animation sociale, le développement communautaire et la Compagnie des Jeunes Canadiens, 1965-1975

Kevin Brushett



Volume 23, Number 1, Fall 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1026502ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1026502ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique  
VLB éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)  
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Brushett, K. (2014). Comblant le fossé entre les deux solitudes : l'animation sociale, le développement communautaire et la Compagnie des Jeunes Canadiens, 1965-1975. *Bulletin d'histoire politique*, 23(1), 62–81.  
<https://doi.org/10.7202/1026502ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## Comblent le fossé entre les deux solitudes : l'animation sociale, le développement communautaire et la Compagnie des Jeunes Canadiens, 1965-1975

KEVIN BRUSHETT,  
*Département d'histoire  
Collège militaire royal du Canada*

En novembre 1969, la Compagnie des Jeunes Canadiens (CJC) faisait à nouveau les manchettes. Le gouvernement Pearson avait créé en 1965 la CJC avec comme mandat de canaliser l'idéalisme des jeunes afin de combattre les problèmes associés à la pauvreté dans les communautés défavorisées. Or, depuis lors, la CJC avait acquis la réputation de rassembler des jeunes «hippies» incapables de gérer convenablement l'organisme. Toutefois, en novembre 1969, les accusations dirigées contre la Compagnie étaient plus sérieuses. Au lendemain de l'émeute de Murray Hill (aussi connu comme «La nuit de la terreur» à Montréal) qui avait eu lieu le 7 octobre 1969, la CJC avait été accusée d'héberger des militants du Front de libération du Québec (FLQ). Des membres du Parlement du Canada, responsables d'examiner ces accusations, exigeaient de connaître également les raisons qui avaient poussé la Compagnie à s'impliquer dans de nombreuses manifestations et grèves (étudiantes et industrielles) au Québec. Les membres du comité parlementaire se questionnaient aussi sur la pertinence du concept d'animation sociale qui guidait l'action de la CJC, et particulièrement au Québec. Les membres de ce comité soutenaient qu'à leurs yeux, il existait deux Compagnies des Jeunes Canadiens : une formée de jeunes Québécois, plus syndicalistes, plus radicaux, et une autre composée de jeunes Anglophones, désunis et réformistes. Le Directeur d'information de la CJC, Ian Hamilton avait tenté, tant bien que mal, de leur fournir une réponse : «Tout ce que je peux dire, c'est que le Québec se distingue du reste du pays. Dans de nombreux projets, nos volontaires et personnels au Québec utilisent des techniques particulières. [Bien qu'il y ait peu de publications en anglais portant sur l'animation sociale, personne au Canada anglais n'a jugé bon de les consulter<sup>1</sup>».

Cet article examine l'impact de la philosophie de l'animation sociale sur les projets de développement communautaire associés à la Compagnie des Jeunes Canadiens au Québec et au Canada. La Compagnie a fait appel aux anciennes traditions de développement communautaire au Canada anglais, comme les projets de coopératives créés par le Mouvement d'Antigonish et les initiatives d'éducation des adultes du Collège Frontière. Pourtant, l'élément qui a le plus influencé la philosophie du CJC a été le travail de pionnier d'animation sociale fait par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) et par le Conseil des œuvres de Montréal (COM). Entre 1965 et 1975, les jeunes Canadiens ont appliqué la théorie de l'animation sociale dans des communautés urbaines, des réserves des Autochtones et dans les communautés rurales en déclin afin de stimuler les populations locales à s'organiser de manière à résoudre leurs problèmes de pauvreté et de faire prévaloir leurs droits civiques. Cette stratégie a donné d'excellents résultats au Québec, où les employés et les volontaires «ont toujours su ce qu'ils voulaient et comment s'y prendre pour y parvenir<sup>2</sup>». Malgré les importantes différences qui subsistent entre les projets du CJC au Québec et au Canada anglais, l'animation sociale a permis aux volontaires, tant francophones qu'anglophones, grâce à la recherche d'un langage commun, d'exprimer leur désir d'un changement social.

Cet article cherche à nuancer ces divisions, en proposant une histoire commune du radicalisme et en précisant la façon par laquelle les effets sociaux et politiques de la Révolution tranquille ont influencé les manifestations au sein du Canada anglais. L'histoire des années 1960 au Canada continue de s'écrire dans les deux langues officielles; elle propose toutefois deux visions souvent fort différentes. Au Canada anglais, l'histoire des années 1960 est dominée par l'influence de la nouvelle gauche américaine, les manifestations anti-guerre et la naissance de la contre-culture. Au Québec, les études sur les années 1960 mettent l'accent sur la modernisation de la société québécoise pendant la Révolution tranquille, sur la question nationale et sur la crise d'Octobre de 1970. Bien que des historiens canadiens-anglais comme Bryan Palmer aient récemment soutenu que «l'oppression particulière» du Québec ait stimulé les changements sociaux, culturels et politiques au Canada, les études sur les années 1960 au Canada demeurent toujours liées à l'ancien paradigme des deux solitudes<sup>3</sup>. En effet, comme le traitement d'autres moments de l'histoire canadienne, celui des années soixante peut être considéré comme un dialogue de sourds. La plupart des historiens anglophones omettent le Québec de leurs récits, ou insèrent les événements au Québec dans un chapitre distinct<sup>4</sup>. Les historiens québécois agissent de la même façon. La plupart des études historiques qui traitent de la jeunesse dans les années 1960 au Québec mettent l'accent sur la formation de l'Union générale des étudiants du

Québec (UGEQ), sur les liens entre les étudiants québécois et les étudiants américains et français ou sur l'influence de la radicalisation des jeunes et des ouvriers sur des institutions comme *Parti Pris*, le Front de libération du Québec ou le parti Québécois<sup>5</sup>. Les travaux récents de Sean Mills et de Marcel Martel ont tenté de combler certaines de ces lacunes, mais, en général, le fossé subsiste<sup>6</sup>.

Dans ce contexte, une chose demeure étonnante : les historiens francophones et anglophones analysent la Compagnie des Jeunes Canadiens de la même façon. L'histoire de la CJC mérite rarement plus qu'une mention dans leur ouvrage. La CJC attire l'attention pour une seule raison, parce que selon ces chercheurs, la Compagnie a nui à l'indépendance des jeunes radicaux et à leur première organisation, la SUPA (Student Union for Peace Action). Or, les chercheurs oublient que la CJC a joué un rôle très important dans l'histoire des mouvements des jeunes dans les années 1960 et au sein des mouvements communautaires des années 1970. La plupart des historiens québécois ignorent non seulement que la CJC a été grandement influencée par les idées de la Révolution tranquille, mais aussi, que le Québec a largement alimenté la Compagnie en termes de volontaires pendant toute son existence.

### **Les origines de la CJC et le choix stratégique de l'animation sociale**

Lorsque la compagnie a été créée en 1965, les dirigeants ne s'entendaient pas tout à fait sur le rôle que devait jouer la CJC dans la lutte contre la pauvreté. Bien que les politiciens libéraux aient parlé de la création d'une organisation radicale qui travaillerait avec les communautés pauvres et défavorisées pour les aider à s'attaquer aux problèmes auxquels elles étaient confrontées, ils ont pour la plupart envisagé une organisation dont les membres viendraient appuyer les organisations sociales déjà en place. Dans le discours du Trône de 1965, le premier ministre Lester B. Pearson affirmait que les jeunes volontaires seraient connus comme les « Eager Beavers ». Cette vision a été confirmée dans le rapport du comité d'organisation sous la direction de Professeur J. F. Leddy, un des fondateurs de l'ONG *Canadian University Service Overseas* (CUSO), qui soulignait que « la nécessité de renforcer l'action sociale était évidente, et qu'il y avait un certain nombre de domaines dans lesquels le service des volontaires pourrait être des plus utiles [mais] les organismes existants ne possédaient pas les ressources [humaines] nécessaires ». Dans ce contexte, la Compagnie avait pour mandat de recruter, de former et d'envoyer des volontaires dans des situations où ils ne pourraient « ni concurrencer, ni absorber les programmes existants ». Les membres du CJC se trouvaient donc limités à « augmenter l'efficacité et compléter le travail des organismes en place<sup>7</sup> ».

Cette vision de la CJC n'inspirait pas les jeunes membres du conseil. À ce sujet, Doug Ward (Président de l'Union canadienne des étudiants et bientôt le premier président du Conseil provisoire de la CJC) fit remarquer à Art Pape, son collègue de SUPA, que « le gouvernement ne fournit aucun soutien à la Compagnie. Il voit l'organisation comme [...] un moyen de mobiliser [...] la puissance que les jeunes d'aujourd'hui semblent démontrer [...]. C'est un beau programme et [...] personne ne peut être contre - sauf la jeunesse elle-même<sup>8</sup> ». Toutefois, les dirigeants de la CJC avaient en tête des objectifs plus précis. Ils désiraient mettre sur pied des programmes de développement communautaire qui s'inspireraient de Saul Alinsky (le fondateur du développement communautaire moderne et l'auteur de *Manuel de l'animateur social – en anglais - Rules for Radicals*), mis de l'avant depuis 1964 par la Students for Democratic Society (SDS) dans différentes villes américaines. Les jeunes radicaux de la CJC désiraient aussi s'inspirer des premiers projets d'animation qui avaient été mis sur pied en 1963 à Gaspé et dans certains quartiers ouvriers à Montréal. Les projets Alinsky, le modèle du BAEQ et les services d'animation parrainés par le Conseil des œuvres de Montréal (COM) leur offraient des pistes de solutions aux deux problèmes fondamentaux auxquels était confrontée la CJC : se doter d'une stratégie pour initier le changement social et améliorer sa crédibilité au Québec.

Une longue discussion sur les origines de l'animation sociale n'est pas nécessaire ici. Disons simplement que l'animation sociale a commencé dans les années 1960 à Montréal et dans la région de Gaspé. Sous la direction d'animateurs comme Michel Blondin, des organisations communautaires ont été créées dans les quartiers ouvriers de Montréal comme à Saint-Henri et Pointe Saint-Charles. Les animateurs, sous le patronage du Conseil des œuvres de Montréal (COM), cherchaient des approches et des solutions à la pauvreté autres que l'approche proposée par le modèle standard du travail social individuel (« casework »). D'autres organisations leur ont emboîté le pas, notamment le Projet de réaménagement social et urbain (PRSU), parrainé par l'Université McGill, de même que des programmes mis en place par la Confédération des syndicats nationaux (CSN), par l'Action Catholique Ouvrière, et même par l'UGEQ. L'Office national du Film du Canada a aussi participé au mouvement en utilisant des techniques d'animation sociale dans un de ses programmes intitulés « Société nouvelle ». Ce programme offrait des ressources aux organisations communautaires, particulièrement celles associées aux défavorisés, non seulement pour documenter leur vie sur pellicule, mais pour qu'elles deviennent à leur tour des agents de changement social<sup>9</sup>. Si bien que dans les années soixante, Montréal était « l'épicentre de l'animation sociale » et des nouvelles approches visant la lutte contre la pauvreté. Au même moment, en Gaspésie, une autre tradition de l'animation sociale émergeait

sous la bannière du BAEQ. Elle cherchait à moderniser, et de manière plus précise, à rationaliser l'économie des ressources primaires de la région. Dans cette région, des sociologues et des formateurs d'adultes ont été embauchés pour aider à planifier la transformation de la région et pour aider la population locale qui aurait été déplacée à cause des changements imposés par la transition vers une société plus urbaine et une économie plus moderne. Bien que les plans du BAEQ aient été à l'origine très technocratiques, de nombreux animateurs n'ont pas tardé à sympathiser avec la population locale qui semblait impuissante face aux changements sociaux et économiques rapides qui leur étaient imposés. Les animateurs ont cherché à donner à la population plus de pouvoir afin de s'opposer aux changements indésirables. Si bien que, dans l'ensemble, les opérations qui avaient lieu à Montréal sous la bannière de l'animation sociale étaient plus militantes et conflictuelles, alors qu'en Gaspésie, elles revêtaient un caractère plus technocratique et consultatif. Tout cela avait un but. Comme le notait la sociologue Andrée Fortin, les animateurs sociaux étaient souvent « des diplômés de sciences sociales qui voulaient accélérer la modernisation du Québec par la "conscientisation"<sup>10</sup> ».

Selon Guy Beaugrand-Champagne, l'un des premiers animateurs sociaux employés au Québec, ce n'était pas un hasard si le BAEQ était devenu le modèle pour la CJC, même si comme il le souligne clairement, les dirigeants de la CJC avaient très peu de compréhension du modèle jusqu'au début des années 1970. Ainsi qu'il a indiqué dans son témoignage devant le Comité parlementaire en 1969 :

[E]n 1966, la CJC débuté. En 1966, le BAEQ est à la fin de son mandat. En 1966, la CJC est remplie d'anglophones à Ottawa. Et il n'y a pas de francophones au bureau d'Ottawa. Cette compagnie éprouve de grandes difficultés à recruter un francophone pour travailler au Bureau central à Ottawa. ... [Puis] les membres nommés au Conseil provisoire entendent parler de quelqu'un qui vient du BAEQ et, en fin de compte, entrent en rapport avec lui en juillet 1966 et ainsi cette personne se joint à la Compagnie des jeunes Canadiens. Il vient du BAEQ. Il a fait pénétrer des idées de *l'animation sociale*<sup>11</sup>.

Ce Francophone dont parle Beaugrand-Champagne dans son témoignage est Jacques Noël. Noël a été responsable de la formation de la première vague de volontaires CJC. Mais surtout, Noël fut celui qui a cherché à théoriser, à expliciter le contenu de la philosophie d'animation sociale. Au début de 1967, Noël présente un document, *La base d'un plan*, qui précisait les caractéristiques recherchées chez les volontaires potentiels et qui énonçait un plan d'action qui permettrait à la CJC de mobiliser les communautés pour le changement social. Ce document a été écrit en collaboration par des membres de l'aile gauche de la CJC – les éléments SUPA – et par ceux de l'aile plus démocratique de l'animation sociale au Québec. En ce sens, il s'agissait d'une déclaration idéologique qui impliquait que la CJC

soit davantage politisée, élément qui n'apparaissait nullement ni dans le rapport Leddy, ni dans le document de la CJC, *Buts et Principes de la CJC*. Bien que Noël ait accepté dans l'organisation autant des révolutionnaires que des « boy-scouts », ce sont les révolutionnaires qui occupaient les postes clés, tant au niveau des projets qu'au niveau organisationnel. Noël soulignait :

Ayant à l'esprit la définition d'un projet [celui qui est orienté vers le long terme et n'est pas satisfait de « mesures palliatives »], deux types de volontaires sont possibles. L'équipe d'élite... constituée de jeunes gens désireux de se pencher sur l'étude et l'intérêt du public dans un programme global de développement. Il s'agit de la petite équipe qui pouvait fournir le leadership et obtenir une action directe. Il y avait aussi des volontaires spécialisés (intéressés par une action plus technique, mais moins politique que celle du type A volontaires) qui pouvaient se joindre à l'équipe de base dans un cadre de travail des actions spécifiques et planifiées. En bref, il y avait des généraux révolutionnaires pour familiariser les communautés à la « révolution », et des soldats pour administrer des programmes à court terme afin de gagner les « cœurs et les esprits »<sup>12</sup>.

La Compagnie idéale, selon Noël, n'était pas ce qu'un ancien membre de la CJC appellera plus tard une « croisade d'enfants », mais plutôt « un véritable programme d'action sociale et de développement ». En tant que tel, le personnel devait être considéré comme des « professionnels dans le domaine du développement et de l'action sociale »<sup>13</sup>.

### « Hung-up ? » :

#### **Les volontaires ont fait une fixation sur l'animation sociale**

Néanmoins, la Compagnie dépendait fortement de personnes qui maîtrisaient les techniques de base d'animation sociale. Beaugrand-Champagne, Roger Tessier et Jacques Noël, entre autres, ont été amenés à former les volontaires de la CJC. En grande partie, ils ont été engagés par la Compagnie pour remédier aux problèmes qui avaient marqué la désastreuse première session de formation lors de l'été 1966 à Antigonish, en Nouvelle-Écosse. Là, les premiers volontaires CJC avaient été sensibilisés aux différents problèmes de pauvreté, ce qui les avait intéressés au plus haut point, mais ils n'avaient pas été informés d'une quelconque stratégie d'organisation communautaire. Beaugrand-Champagne a noté que lorsqu'il est arrivé pour la deuxième session de formation à l'automne 1966 à Moncton, la Compagnie était désorganisée. Durant cette formation, ni lui ni aucun de ses collègues n'ont reçu une formation adéquate, ni des informations précises sur des projets sur lesquels ils devraient travailler à la fin de la formation. Malgré ces lacunes, les candidats ont obtenu suffisamment d'information pour pouvoir aller de l'avant<sup>14</sup>.

Or, rapidement, l'attention des animateurs de la CJC a été monopolisée par la lutte interne qui se manifestait entre ceux qui considéraient la

Compagnie comme un véhicule de services pour les défavorisés et ceux qui voyaient dans la Compagnie une avant-garde révolutionnaire et qui considéraient que l'animation sociale n'était qu'un premier pas vers des changements plus radicaux. En Gaspésie et dans certains quartiers de Montréal, cette approche pour « combattre et gagner la guerre contre la pauvreté » avait eu du succès. Toutefois, et Beaugrand-Champagne l'a bien noté : l'animation sociale ne s'improvise pas. Pour réussir, il faut des structures, de la planification et de la consultation avant d'envoyer de volontaires sur le terrain. Cependant, peu de directeurs de la CJC ont écouté ses conseils. Selon le volontaire Ronald Skippon, « la majorité des bénévoles ne sont pas à l'aise avec le terme animation sociale. La plupart des volontaires d'Antigonish travaillent sur leurs projets en utilisant leurs propres techniques. Si notre politique générale est l'animation sociale, je me sens exclu<sup>15</sup> ».

Skippon n'était pas le seul membre de la Compagnie ayant des réserves concernant la nouvelle philosophie d'action de la CJC. Au même moment, plusieurs volontaires et directeurs n'étaient pas convaincus de l'originalité de l'animation sociale et croyaient qu'elle n'était qu'une nouvelle terminologie pour décrire le développement communautaire. Comme l'a déclaré le directeur de la formation du recrutement, Rob Wood : « personne n'applique l'animation sociale comme une technique. Vraiment, elle n'est pas différente de beaucoup d'autres types de processus de groupe. Les gens qui ont inventé l'expression ne veulent plus l'utiliser aujourd'hui en raison du « hang-up » sur la définition. Il s'agit simplement d'un processus de développement d'un groupe et d'examiner ensuite comme il se développe. On arrive ainsi à une action contrôlée<sup>16</sup> ». En réalité, les jeunes volontaires ne savaient comment se positionner entre le développement communautaire et l'animation sociale, et cette hésitation se faisait au détriment d'un objectif plus large qui était le changement social.

Les volontaires n'étaient pas les seuls à être quelque peu déconcertés par les définitions qui étaient données à l'animation sociale et au développement communautaire. Les praticiens aussi notaient que les définitions étaient « floues<sup>17</sup> ». Selon André Tétreault, « beaucoup de fantaisie accompagne ce terme et bien peu de gens serait en mesure de définir objectivement ce qu'est l'animation sociale<sup>18</sup> ». Or, si on consulte la description des deux termes, on découvre qu'ils traitent de la même réalité. Selon, Jim Lotz, un praticien de développement communautaire depuis les années 1950, le développement communautaire et l'animation sociale représentaient des mouvements sociaux qui aidaient les gens en difficulté incapables de trouver des moyens pour s'en sortir<sup>19</sup>. La pratique d'animation sociale et du développement communautaire n'était en fait qu'un processus visant à « provoquer des décisions libres, de manière rationnelle et réfléchie<sup>20</sup> ». Selon Lotz, « l'animation sociale n'est qu'un des outils du

développement communautaire. Il s'agit d'une technique dynamique et particulière qui provenait de la pratique du travail social au Québec dans les années 1960». Lotz était d'accord avec ses collègues québécois quand il affirmait que l'animation sociale n'était pas « un type de travail social poussé à une autre dimension »; en effet, l'animation sociale a eu des grandes répercussions politiques<sup>21</sup>.

Il semble donc que les praticiens parlaient du même phénomène, mais dans des termes différents. Si on consulte les textes de Michel Blondin (engagé par la CJC comme consultant pour les projets montréalais), on trouve, par exemple, qu'il a été influencé par les mêmes auteurs que ses collègues au Canada anglais<sup>22</sup>. Il citait, entre autres, les théories de Saul Alinsky, le praticien de développement communautaire américain le plus connu depuis les années 1930. En fait, Blondin, qui avait lancé des projets d'animation sociale dans le quartier Saint-Henri en 1961, avait travaillé à Chicago avec Alinsky dans les années 1950. Il était aussi influencé par Murray Ross, un théoricien du développement communautaire canadien. Selon le sociologue Gérald Fortin, le gouvernement CCF de Tommy Douglas, un des premiers gouvernements en Amérique du Nord à expérimenter des projets de développement communautaire et de coopératives pour améliorer la vie des citoyens<sup>23</sup>, avait également influencé les premiers animateurs au Québec. Il est vrai aussi que les idées et les traditions du catholicisme de gauche, telles que celles de l'abbé Pierre, Paulo Freire et Jacques Maritain, avaient été influencées par la philosophie d'animation sociale<sup>24</sup>. C'est précisément pour cette raison que le choix de la CJC d'organiser leur première session de formation à l'Institut Coady (le centre du mouvement catholique libéral dans les Maritimes et le berceau du Mouvement d'Antigonish) avait un sens particulier<sup>25</sup>. Aussi, une grande partie du leadership de la CJC et des premiers volontaires était active dans le mouvement chrétien d'étudiants, tant au Québec que dans le reste du Canada<sup>26</sup>.

Toutefois, dès le début de la Compagnie au Québec, la CJC était beaucoup plus disciplinée et structurée que dans le reste du Canada. La CJC au Québec, dirigée alors par Michel Béliveau, a mis en place rapidement de nombreux projets. Béliveau avait écrit dans une lettre adressée aux candidats potentiels que « La Compagnie des jeunes Canadiens au Québec est un mouvement d'action sociale avec un but clairement défini : la participation démocratique<sup>27</sup> ». Pour atteindre cet objectif, « nous avons délibérément mis de côté toutes les méthodes d'enseignement traditionnelles [pour privilégier] l'éducation des masses [...] basée sur les principes de "l'animation sociale" et de la participation. [...] Nous sommes convaincus qu'un groupe peut identifier ses problèmes, trouver des solutions et élaborer un plan d'action. Le travail d'"animateur" est essentiellement celui de diriger la discussion d'une façon démocratique (c'est-à-dire non directive) ». Puisque l'objectif est la participation commune, on déconseillait

aux volontaires CJC de proposer leurs solutions. Selon Béliveau, le choix de l'animation sociale « correspondait mieux aux aspirations des Québécois<sup>28</sup> ». Ainsi, Ian Hamilton, directeur d'Information de la CJC soutenait qu'il n'y avait jamais eu de mauvais projets soumis par les volontaires québécois. Hamilton était peut-être un peu trop optimiste. Au Québec comme dans le reste du Canada, des débats houleux avaient lieu concernant le rôle de l'animateur. Fallait-il faire prendre conscience des problèmes aux membres d'un groupe et les aider à trouver leurs propres solutions? Fallait-il simplement gommer les aspirations des déshérités afin de promouvoir leur propre recherche de solutions? Ou fallait-il leur faire prendre conscience des causes de leur détresse et leur fournir des solutions toutes prêtes? En réalité, certains des projets d'animation sociale gérés par les jeunes Québécois ont souffert des mêmes problèmes que ceux du Canada anglais: l'absence d'objectifs clairement définis et d'une stratégie pour les atteindre. En effet, de nombreux projets ont été caractérisés par un ensemble de techniques étiquetées comme « animation sociale<sup>29</sup> ». Il faut aussi souligner que malgré une certaine unité de vue, certains volontaires se servaient de leur rôle d'animateurs pour amener les gens à se lancer dans des activités plus politiques, notamment vers le Front de libération populaire ou vers le FLQ. Dans ces cas précis, les animateurs de la CJC ne travaillaient pas à trouver des solutions pour la communauté, mais plutôt pour atteindre leur objectif personnel. À ce moment-là, néanmoins, les projets de la CJC à Montréal semblaient être très fructueux<sup>30</sup>.

### **L'animation sociale en dehors du Québec: « Perdues dans la translation ? »**

Alors pourquoi Hamilton soutient-il que « personne sur les projets au Canada anglais n'a jugé bon d'utiliser l'animation sociale ? » Une hypothèse repose sur le fait qu'on les avait dissuadés d'utiliser cette méthode. Selon l'animateur James Littleton, « les méthodes d'action [au Canada anglais] sont surtout des méthodes non-activistes. En d'autres termes, au Canada anglais, on met davantage l'accent sur des projets de services [...] que sur des projets d'animation sociale de nature pacifique ». En fait, Littleton affirmait qu'au Québec « les projets qui sont fondés sur la technique de l'animation sociale sont favorisés, alors qu'au Canada anglophone, on n'encourage pas de tels projets. Les projets qui existaient dans ce contexte ont été ralentis<sup>31</sup> ». Mais les membres du comité parlementaire et les autres volontaires de la CJC ne partageaient pas la même opinion. Certains d'entre eux appelés à témoigner ont souligné que la CJC avait des projets au Canada anglais qui avaient comme objectif de mener à des changements sociaux<sup>32</sup>.

Il y a deux autres raisons qui expliquent pourquoi les projets de la CJC au Canada anglais n'ont pas eu recours à l'animation sociale. La première raison est que contrairement au Québec, il y avait beaucoup plus de résistance au Canada anglais à concevoir l'animateur comme expert ou technocrate. Bien que de nombreux projets aient été lancés avec le soutien d'organismes de services sociaux tels que les YMCA, les centres d'œuvres sociales ou d'autres organismes de services sociaux, les volontaires anglophones étaient en général méfiants, voire hostiles, envers «l'establishment» des services sociaux. D'autre part, les organismes de services sociaux désiraient utiliser les volontaires de la CJC comme main-d'œuvre bon marché. Résultat: il s'est développé beaucoup d'hostilité entre les travailleurs sociaux et les volontaires de la CJC, ce qui a mené à l'échec de plusieurs projets. Le directeur du YMCA de Toronto décrivait la situation: «Qu'importe qui rencontre le CJC, nous sommes enlisés dans les discours et l'inaction habituels. J'aimerais que nous puissions faire quelque chose de plus concret avec la compagnie, mais en dépit des discours activistes, cette organisation a été la plus inactive de toutes celles que j'ai vues au long de ma carrière<sup>33</sup>». Avec le temps, la CJC et leurs volontaires ont réussi à susciter des changements de pratique dans les organismes des services, et ce, tant au Canada anglais qu'au Québec. Quand la CJC a commencé son travail dans les grandes villes du Canada anglais, ces développements en étaient à leurs balbutiements. Comme indiqué ci-dessus, le développement communautaire au Québec a eu une trajectoire différente. Ici, le mouvement a commencé avec les programmes de services sociaux et avec la coopération de la communauté des professionnels des sciences sociales pour ensuite se diriger vers la population. Si l'autonomie du projet et les idéaux de participation avaient été plus importants pour les jeunes organisateurs anglophones, les volontaires québécois auraient été beaucoup plus disposés à travailler avec leurs collègues. Ainsi, au Québec les animateurs et leurs organisations considéraient les volontaires comme des compagnons dans la grande lutte contre la pauvreté, et non comme de la main-d'œuvre bon marché.

De 1966 à 1970, la CJC n'a pas eu les moyens de fournir les composants nécessaires, sauf à Montréal où le personnel avait établi des relations avec les animateurs du COM, tels que Michel Blondin. En effet, la raison du succès des projets au Québec était que la plupart des travaux de préfiguration avaient déjà été exécutés par Blondin avant que la Compagnie ne s'installe en 1968. À ce sujet, un volontaire a déclaré que les animateurs avaient eu besoin de cinq ans de travail à Pointe-Saint-Charles pour réussir<sup>34</sup>. Les volontaires anglais, eux, étaient partis de zéro.

L'autre problème dans l'utilisation de l'animation sociale dans des projets au Canada anglais était la présence de plusieurs projets qui impliquaient les Autochtones. Contrairement au Québec, où, avant 1970, il n'y

avait aucun projet avec des communautés autochtones, une grande partie des projets de la CJC au Canada anglais était reliée aux Premières nations. Comme les Gaspésiens et les Acadiens, les autochtones étaient une autre population cible des programmes de modernisation parrainés par le gouvernement. Depuis le début des années 1960, le ministère des Affaires indiennes parrainait des programmes de développement communautaire. Tout comme la CJC, les dirigeants du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien croyaient que les problèmes de la pauvreté dans les réserves du Canada étaient attribuables à l'incapacité des autochtones à participer aux processus décisionnels de leur communauté. Le directeur du développement communautaire d'ANIC, Walter Rudnicki, indiquait que les autochtones « étaient fatigués d'être spectateurs dans la gestion de leur propre vie<sup>35</sup> ». Les réserves ont donc été envahies par de jeunes Canadiens idéalistes, qui étaient armés de leurs propres plans pour « lancer une révolution contre la pauvreté ». Dans le processus, ils ont bouleversé toute la bureaucratie du ministère des Affaires indiennes. Toutefois, malgré le fait que beaucoup de jeunes animateurs avaient de bonnes intentions, la plupart arrivaient avec une connaissance superficielle des peuples autochtones et de leurs cultures.

C'est la raison pour laquelle lorsqu'ils arrivaient dans les communautés autochtones, ils étaient reçus avec méfiance. Le leadership du mouvement autochtone associait les volontaires de la CJC à ceux qui avaient été embauchés par AINC : « des jeunes de la classe moyenne qui ont été engagés par un gouvernement pour un salaire garanti et qui n'étaient pas prêts à s'engager avec les peuples autochtones dans un dialogue d'égal à égal<sup>36</sup> ». Des membres de la Compagnie, comme Jeannette Corbierre et Wilf Pelletier, partageaient ce point de vue. « Nous ne sommes pas convaincus que la Compagnie des Jeunes Canadiens a la sensibilité pour apprécier les besoins des communautés indiennes<sup>37</sup> ». Ils suggéraient qu'il était nécessaire de recruter des volontaires indiens et de travailler seulement avec les organisations indiennes déjà en place. Il ne fallut pas longtemps pour que la CJC suive ce plan pour aider les Premières Nations à former de futurs chefs d'un mouvement national. Entre-temps, il a fallu du temps pour recruter et former les futurs chefs autochtones.

Finalement, le Québec n'a pas été la seule province à être secourue par un mouvement nationaliste qui utilisait des stratégies de développement communautaire pour faire avancer sa cause. Pendant les années 1960, les Acadiens du Nouveau-Brunswick vivaient aussi leur propre Révolution tranquille. La plupart des réformes ont été soutenues par le gouvernement libéral de Louis Robichaud et son programme « Chances égales pour tous ». Le programme a élargi le rôle du gouvernement provincial en abolissant l'administration locale et en centralisant tous les services sociaux (bien-être, éducation, santé). Le programme a été mis en œuvre pour assurer

à tous les citoyens du Nouveau-Brunswick un accès égal à tous les services. Le gouvernement Robichaud a aussi procuré aux Acadiens et Acadiennes l'égalité de statut et l'égalité des chances dans la province. Dans le cadre de la modernisation du Nouveau-Brunswick, le gouvernement Robichaud, en coopération avec le gouvernement fédéral, a établi quatre BAEQ nommés les Conseils régionaux d'Aménagement. Ces CRA ont été inspirés par des visions technocratiques de planification rationnelle, dans lesquelles les gens seraient consultés et informés des nouvelles possibilités, mais rarement écoutés. En fait, malgré le meilleur traitement par le gouvernement Robichaud, les Acadiens n'avaient toujours pas leur État. Le résultat était qu'ils étaient plus susceptibles de résister à des projets de l'animation sociale qu'ils voyaient comme un moyen d'une seconde expulsion. Mais aussi à l'instar des expériences du BAEQ et du COM, les animateurs se sont identifiés aux gens et aux conflits plutôt qu'aux consensus. La radicalisation du processus d'animation atteint son apogée en même temps que la CJC a comparu devant le comité parlementaire pour son rôle dans les perturbations au Québec. Quand le gouvernement provincial a suspendu temporairement les programmes des CRA, une grande partie des animateurs ont pris le parti de la CJC et ont apporté leurs talents et leur expérience avec eux<sup>38</sup>. Comme leurs homologues du Québec, ils sont devenus également associés avec le développement de la branche politique du mouvement national – le Parti Acadien – dans les années 1970<sup>39</sup>.

À la suite des auditions parlementaires de 1969, la CJC a été réorganisée sous le contrôle du Secrétariat d'État, ce qui pour plusieurs, a signifié la fin de l'organisation. À partir de ce moment, la CJC a cessé d'être le véhicule radical et stimulant pour la jeunesse canadienne. En effet, dès l'été 1970, la Compagnie était déjà moribonde. Non seulement avait-elle perdu son indépendance, mais elle était désormais remise en question par l'ajout d'autres programmes de développements communautaires et notamment le programme Perspectives Jeunesse et le Programme d'initiatives locales. Au Québec, un bon nombre d'employés et de volontaires étaient toujours en prison après avoir été arrêtés en tant que « suspects » pendant la crise d'Octobre. Tous ces bouleversements ont forcé la CJC à se réinventer. Son nouveau directeur, Dal Brodhead, indiquait que dorénavant, la CJC ne serait plus une organisation qui « n'en ferait qu'à sa guise », mais une organisation qui s'engageait sérieusement auprès des « pauvres non organisés » pour travailler ensemble au développement communautaire. En somme, c'est ce que Jacques Noël avait voulu faire de la Compagnie<sup>40</sup>.

Le facteur clé de la transformation était le nouveau directeur, Dal Brodhead. Il était un Anglo-Montréalais, qui comprenait la réalité politique du Québec et qui connaissait de nombreuses personnes-clés de la communauté avec lesquelles il était possible de faire un travail efficace.

Brodhead et Pierre Carrier, qui avait été nommé vice-directeur de la Compagnie, ont comblé le fossé entre les deux ailes dans la CJC. Carrier a notamment joué un rôle très important dans la réorientation de la formation et dans l'organisation de la CJC. D'une part, les volontaires ne seraient plus parachutés dans les communautés, mais ils viendraient directement des communautés qui cherchaient l'aide de la CJC. De plus, dès 1968, la CJC a décidé d'accepter au sein de l'organisation des volontaires qui avaient plus de 30 ans et qui, par définition de l'époque, n'étaient pas considérés comme des jeunes! De plus, la CJC s'est fait inviter par une organisation communautaire active qui avait su démontrer de la cohérence et avait acquis la confiance de la communauté qu'elle soutenait, ce qui avait permis aux membres de la CJC d'accroître leur chance de succès après deux années de travail sur le terrain. Pour améliorer la relation entre les volontaires du CJC et les organisations communautaires, les organisations elles-mêmes assumaient l'entière responsabilité des volontaires et bien que ce soit la CJC qui payait leurs salaires, ils étaient des employés de l'organisation communautaire. Le plus important changement instauré par Brodhead était l'adoption de projets « recherche-action » qui obligeait les volontaires à se familiariser avec le travail de base avant de s'engager dans un projet officiel auprès d'un quelconque organisme. Contrairement à ce qui s'était passé lors de la première phase d'existence de la CJC, ses membres étaient très bien formés avant de s'intégrer à un projet sur le terrain.

Ces changements et une meilleure gestion ont produit de bons résultats. La Compagnie s'est développée de manière exponentielle entre 1970 et 1975. Le nombre de volontaires qui avait rarement dépassé 150 avant 1970 s'est élevé à près de 300 en 1974. De même, le nombre de projets parrainés par la CJC est passé de 80 à 185 durant la même période<sup>41</sup>. Comme d'autres l'ont noté, cette période était encore un autre grand épanouissement de développement communautaire. De Victoria à Victoriaville, la seconde voie mise de l'avant par les comités de citoyens a pris la forme de groupes populaires de services. Au lieu de faire appel à l'État pour obtenir des services, les comités de citoyens cherchaient « à résoudre eux-mêmes des problèmes qui concernaient l'ensemble du quartier ». Ce sont d'abord les premiers comptoirs alimentaires et les associations coopératives qui ont offert un service de consultation budgétaire. Ces premiers groupes de services ont été suivis par la mise sur pied des Cliniques communautaires, du Carrefour des jeunes travailleurs, des Maisons de chômeurs, des cliniques de services juridiques, des garderies et des coopératives d'habitation<sup>42</sup>. La Compagnie retournait aussi à ses racines du BAEQ dans les communautés rurales. Alors que plus de la moitié des projets de la CJC dans la période avant 1970 étaient situés dans les centres urbains, au milieu des années 1970, plus de 70 % d'entre eux étaient situés dans les communautés

rurales. La CJC aidait les producteurs (agriculteurs, forestiers, pêcheurs) à combattre les programmes de « rationalisation » des industries et de leurs communautés. Partout au Canada, la CJC établissait des coopératives de production et des sociétés de développement qui appartenaient à la collectivité, lui permettant de prendre le contrôle des ressources de la région. Pour certaines communautés, l'aide de la CJC à la création de ces coopératives de pêcheurs côtiers, des propriétaires de lots boisés et des petits agriculteurs, était centrale pour sauvegarder leur mode de vie. Par exemple, aujourd'hui, l'existence d'un mouvement en faveur de la consommation d'aliments locaux est le résultat d'anciens projets parrainés par la CJC<sup>43</sup>.

Bien que beaucoup de ces projets soient orientés vers les services, cela ne signifie pas que la Compagnie répugnait à organiser des manifestations plus ouvertement politiques. À Montréal, de nombreuses organisations parrainées de la CJC ont milité au sein du FRAP, et plus tard dans le Mouvement des Citoyens de Montréal. À Toronto et à Vancouver, les organisations affiliées à CJC ont également été au cœur de réformes, telles que les organisations *Coalition of Progressive Electors* (COPE) et *Confederation of Resident and Ratepayer Associations* (CORRA). Ainsi qu'on l'a indiqué brièvement plus haut, de nombreuses organisations parrainées par la CJC, et aussi par les volontaires et le personnel de la Compagnie, ont été à l'origine de l'émergence et de la croissance du Parti acadien, qui a adopté des idées sociales-démocrates, sinon socialistes. Le même phénomène est survenu à propos des communautés des Premières Nations du Canada, où la CJC a été discrètement impliquée dans la formation des futurs chefs de l'Assemblée des Premières Nations, et notamment, Georges Erasmus. D'autres projets CJC ont été également cruciaux pour relancer le processus de revendications territoriales autochtones, en particulier parmi les communautés du Nord qui faisaient face au changement social rapide avec la construction de pipelines (Mackenzie), de barrages hydro-électriques (Baie-James) et de bien d'autres projets de développement économique à grande échelle. Enfin, la CJC a également joué un rôle important dans l'encadrement et l'organisation au sein des communautés métisses de l'Ouest canadien. Toutefois, au Québec, le mouvement est demeuré plus politique alors que les projets avaient comme objectif de tisser des liens étroits avec les syndicats locaux, les organisations étudiantes et les organismes communautaires. Plusieurs animateurs de la CJC faisaient partie du Front commun de 1972 qui s'est fortement opposé au gouvernement libéral de Robert Bourassa<sup>44</sup>.

## Conclusion

De 1965 à 1975, le développement communautaire a connu une période de fort développement et a permis de donner plus de « pouvoir au peuple »

et de promouvoir « la démocratie à la base ». De Victoria à Victoriaville, les jeunes Canadiens, anglophones et francophones, ont cru que la pratique de la démocratie par les démunis était la voie à suivre pour susciter des changements radicaux. La CJC a adopté les stratégies d'animation sociale parce qu'elles étaient attrayantes aux yeux de tous, que ce soit les radicaux, les réformateurs et même, les fonctionnaires conservateurs. L'animation sociale a aussi émergé comme un phénomène purement canadien. De plus, cette approche philosophique, appliquée à un moment où les tensions politiques au Québec étaient élevées, offrait la possibilité d'unir les deux solitudes linguistiques et de donner un coup de pouce à un programme uniquement fédéral au Québec. Par contre, à partir de 1970, l'animation sociale, bien qu'elle demeure à la mode, revêtait une réalité plus radicale et a suscité plus de tensions. Ces tensions ont été plus grandes au Québec.

Nous avons tenté de montrer que le fossé entre les jeunes radicaux au Canada français et au Canada anglais n'était pas aussi large que certains l'avaient dépeint. Personne n'a jamais mis en doute le fait que pendant cette période, la dissidence culturelle et sociale était plus vigoureuse au Québec. En grande partie, cela est dû à la fois aux réussites et aux échecs de la Révolution tranquille. Mais il nous faut prendre en considération les changements qui ont eu lieu ailleurs, notamment en Acadie où la renaissance acadienne et la montée du mouvement de « pouvoir rouge » ont démontré que des luttes se sont intensifiées entre différentes identités nationales, ethniques et raciales. Dans ces situations, c'était l'unité politique, et peut-être ethnique ou raciale, plus que la philosophie ou l'engagement de l'animation sociale ou du développement communautaire, qui donnait l'apparence de la discipline et de la gravité.

Historien, Jose Iguartua a récemment affirmé que l'on avait trop peu porté attention aux relations entre les nationalismes québécois et canadiens durant la période des années 1960. Nous en savons beaucoup plus sur les façons dont les Canadiens anglais perçoivent les Québécois, mais très peu sur les perceptions des Québécois par rapport au reste du Canada et comment les événements de cette époque influençaient leurs propres réalités<sup>45</sup>. Ironiquement, pour les Québécois et les Canadiens anglophones, l'histoire de la période dite des « longues années 1960 » (1958-1974) semble se dessiner à l'extérieur de leur réalité politique. Les Québécois et les Canadiens anglophones ont accordé beaucoup plus d'attention à ce qui se passait à l'étranger, comme le Mouvement des droits civiques aux États-Unis, le mouvement anti-guerre du Vietnam ou les mouvements de décolonisation du Tiers-Monde, qu'à ce qui se passait chez eux. Les idées qui ont orienté les stratégies de l'animation sociale et le développement communautaire provenaient des mêmes lieux, et des mêmes expériences. Elles ont été appliquées différemment en raison des différents problèmes vécus

de ces communautés, mais en réalité, la théorie appliquée a été la même, au Canada anglais et au Québec.

En somme, la CJC est devenue le centre de diffusion d'informations et de connaissances de l'animation sociale et du développement communautaire à travers tout le pays. Elle a réussi à réunir dans un même organisme tous les Canadiens, qu'ils soient francophones, anglophones ou autochtones, qu'ils proviennent de l'Est ou de l'Ouest, qu'ils soient radicaux ou réformateurs. L'ironie, c'est que cela se soit déroulé dans un organisme parrainé par le gouvernement fédéral au cours d'une période marquée par les relations linguistiques acrimonieuses et où le nationalisme québécois a atteint des sommets. En fait, en 1975, la CJC était en voie de devenir une organisation beaucoup plus décentralisée que par le passé. La même année, à la veille de sa disparition des plans pour la décentralisation de la gestion de la Compagnie étaient en cours de réalisation. Et pourtant, les volontaires et le personnel de la CJC n'avaient jamais été autant sur la même longueur d'onde quant à leurs idées, leurs approches et leur engagement envers le développement communautaire. Brodhead lui-même indiquait alors : « La CJC fournissait la preuve que les gens des endroits très divers et éloignés au Canada pouvaient trouver un terrain d'entente concernant le développement communautaire afin de communiquer et de coopérer par-delà les barrières linguistiques, culturelles. La CJC était un microcosme de la nation. Elle était dynamique, difficile, et divisée par moments, mais néanmoins, ses volontaires et les groupes communautaires abordaient des problèmes similaires, échangeaient des stratégies communes et trouvaient [...] des solutions viables pour leurs communautés<sup>46</sup> ».

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ian Hamilton témoigne au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts de la Chambre des communes, Session 7, 13 novembre, 1968, 10.
2. Ian Hamilton, *The Children's Crusade: The Story of the Company of Young Canadians*, Toronto, Peter Martin, 1970, p. 91.
3. Bryan Palmer, *Canada's 1960s, The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 313
4. *Ibid.* ; Douglas Owsram, *Born at the Right Time: A History of the Baby Boom Generation*, Toronto, University of Toronto Press, 1996 ; Myrna Kostash, *A Long Way From Home: The Story of the Sixties Generation in Canada*, Toronto, James Lorimer, 1980 ; Roberta Lexier, « To Struggle Together or Fracture Apart: The Sixties Student Movements at English Canadian Universities, » dans L. Campbell et al. (dir.), *Debating Dissent: Canada and the Sixties*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 81-96 ; Douglas Nesbitt, *The Radical Trip of the Canadian Union of Students, 1963-69*, Thèse de maîtrise, Université Trent, 2010 ; B. Goddard, « Quebec, The National Question and English Canadian Student Activism in

- the 1960s: The Rise of Student Syndicalism,», dans M.A. Palaeologu (dir.), *The Sixties in Canada*, Montréal, Black Roser Books, 2009, p. 286-309.
5. Jean Philippe Warren, *Une douce anarchie, Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008; Eric Bédard, *Chronique d'une insurrection appréhendée. La Crise d'octobre et le milieu universitaire*, Sillery, Septentrion, 1998; Jean Lamarre, « Les Relations entre les mouvements étudiants français et québécois au cours des années 1960. Non-ingérence et indifférence », *Globe: Revue internationale d'études québécoises*, vol. 15, no. 1-2, 2012, p. 287-316.
  6. Sean Mills, *The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2010; Martel, Marcel, « Riot at Sir George Williams: Giving Meaning to Student Dissent », dans L. Campbell, D. Clément et G. Kealey (dir.), *Debating Dissent: Canada and the Sixties*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 97-114.
  7. Cité dans Kevin Brushett, « Between Beatnik and Boy Scout: Recruiting Company of Young Canadian Volunteers and the Politics of Youth 1965-68 », Document présenté à la réunion annuelle de la Société historique du Canada, Vancouver, 30 mai 2008. On a considéré CUSO comme « la Corps de la Paix canadienne ». Voir Ruth Compton Brouwer, *Canada's Global Villagers: CUSO in Development 1961-1986*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2013.
  8. Cité dans M. Daly, *Revolution Game: The Short Unhappy Life of the Company of Young Canadians*, Toronto, New Press, 1970, p. 31.
  9. T. Waugh et al. (eds.), *Challenge for Change; Activist Documentary at the National Film Board of Canada*, Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press, 2010.
  10. Andrée Fortin, « La participation: des comités de citoyens au mouvement communautaire », dans Jacques T. Godbout (dir.), *La participation politique. Leçons des dernières décennies*, Québec, Institut québécois de la culture, 1991, p. 220; Voir aussi Donald McGraw, *Le développement des groupes populaires à Montréal, 1963-1973*, Montréal, Editions coopératives A. St-Martin, 1978; Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque, « Le mouvement populaire et communautaire: de la revendication au partenariat (1963-1992) », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 713-747; M. Blondin, « L'animation en milieu urbain: une solution », *Recherches sociographiques*, vol. 6, no 3, 1965, p. 283-304; Gérald Doré, « L'organisation communautaire et les mutations dans les services sociaux au Québec, 1961-1991. La marge et le mouvement comme lieux de l'identité », *Service social*, vol. 41, n° 2, 1992, p. 131-16; Jean Panet Raymond et Robert Mayer, « The History of Community Development in Quebec », dans B. Wharf et M. Clague (dir.), *Community Organizing: Canadian Experiences*, Toronto, Oxford University Press, 1997, p. 29-61.
  11. Guy Beaugrand-Champagne témoigne au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts de la Chambre des communes, Session 12, 25 novembre 1968, 68.
  12. BAC, RG 116 Fonds de la Compagnie des Jeunes Canadiens, Volume 181, Dossier B, Jacques Noel, « Basis of a Plan » sd.

13. *Ibid.*
14. Beaugrand Champagne témoigne au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts de la Chambre des communes, Session 12, 25 novembre 1968. Pour de plus amples informations sur la première session de formation, voir Kevin Brushett, «Making Shit Disturbers: The Selection and Training of the Company of Young Canadian Volunteers, 1965-1970», dans M. Athena Palaeologu (dir.), *The Sixties in Canada: A Turbulent and Creative Decade*, Montreal, Black Rose Books, 2009, p. 246-69.
15. BAC, RG 116, Vol. 25, Dossier 120-W1-3, Transcript of Working Group Held December 3 and 4<sup>th</sup>, 1966. As Prepared by M.G. Valpy, 2.
16. *Ibid.*
17. Jim Lotz, «Does Community Development Exist?», dans J. Draper (ed.), *Citizen Participation in Canada*, Toronto, New Press, 1971, p. 118-136; André Tetrault, «Quelques clarifications sur la notion d'animation», dans *Les Cahiers de l'ICEA*, no 4-5, septembre 1967 (Montréal, L'Institut Canadien d'Éducation des Adultes, 1967), p. 9-22; M. Blondin, «Quel changements apport l'animation sociale», dans *Les Cahiers de l'ICEA*, no 4-5, p. 165-180.
18. André Tetrault, loc. cit., p. 11. Voir aussi Jean Laliberté, «Student Social Action: Les travailleurs étudiants du Québec», *Our Generation*, vol. 4, no 3, novembre 1966, p. 33.
19. Jim Lotz témoigne au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts de la Chambre des communes, Session 12, 25 novembre 1968, 31.
20. M. Blondin, «Notes sur l'animation sociale en milieu urbain», *Les Cahiers de l'ICEA*, 1967, p. 66
21. Jim Lotz témoigne au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts de la Chambre des communes, Session 12, 25 novembre, 1968, 31-32.
22. BAC, RG 116, Vol. 79, Dossier 740-25/14, M. Blondin, Bref Rapport à la Compagnie des Jeunes Canadiens, 12 juin 1968; et Service d'Animation Sociale (Conseil des Oeuvres de Montréal), Rapport des activités 1967-68 et Projet de programme, 1968-69, mai 1968.
23. Gerald Fortin, «La société démocratique de participation». dans Jacques T. Godbout (dir.), *La participation politique. Leçons des dernières décennies*, Québec, Institut québécois de la culture, 1991, p. 34. Pour les programmes du gouvernement Douglas, voir David M Quiring, «From the Bush to the Village in Northern Saskatchewan: Contrasting CCF Community Development Projects», *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, Volume 17, numéro 1, 2006, p. 151-178. Voir aussi Lisa Pasolli, «Bureaucratizing the Atlantic Revolution: The 'Saskatchewan Mafia' in the New Brunswick Civil Service, 1960-1970», *Acadiensis*, vol. XXXVIII, no. 1 (Hiver/Printemps 2009), p. 126-50.
24. Jean Panet Raymond et Robert Mayer, loc. cit., p. 31. Amélie Bourbeau affirme clairement ce point dans sa thèse. Voir Amélie Bourbeau, *La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais: la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises et la Federation of Catholic Charities, 1930-1972*, Thèse de doctorat, Département d'histoire, Université de Québec à Montréal, 2009.

25. Le mouvement d'Antigonish était un mouvement social et économique parrainé par le service d'éducation permanente de l'Université St. Francis Xavier à Antigonish, en Nouvelle-Écosse. Il a été fondé dans les années 1920 par le père Moses Coady, mais il a été aussi grandement inspiré des idées du père J.J. «Jimmy» Tompkins. Le mouvement d'Antigonish utilisait l'enseignement aux adultes comme moyen d'amélioration sociale et d'organisation économique. Le mouvement peut organiser des coopératives de crédit, mais aussi des coopératives de vente de poisson, de vente au détail, de construction domiciliaire et de mise en marché de produits agricoles. Voir Anne M. Alexander, *The Antigonish Movement: Moses Coady and Adult Education Today*, Toronto, Thompson Educational Publishing, 1997.
26. C. Gidney, «Poisoning the Student Mind? The Student Christian Movement at the University of Toronto, 1920-1965», *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, Vol. 8, 1997, p. 147-63. Voir aussi Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005, p. 120-174.
27. BAC, RG 116, vol. 72, Dossier 700-5-1, Martin Béliveau, Document No. 2, A Letter From the Associate Director to Applicants, November 14, 1967.
28. BAC, RG 116, vol. 72, Dossier 700-5-1, Martin Béliveau, Document No. 3, Assumptions, Aims and Principles of Animation Sociale. CJC in Quebec, 1967.
29. Francine Dansereau, «Comments: Les travailleurs étudiants du Québec», *Our Generation*, vol. 4, no. 3, novembre 1966, p. 38-39.
30. Kevin Brushett, «Federally Financed Felquistes: The Company of Young Canadians and the Prelude to the October Crisis», *Quebec Studies*, vol. 55, no. 1, avril 2013, p. 77-100.
31. James Littleton témoigne au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts de la Chambre des communes, Session 10, 20 novembre 1969, 82.
32. Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts de la Chambre des communes, Session 7, 13 novembre 1969, 11-12.
33. BAC, RG 116, Vol. 55, Dossier 130-2-3 pt 2, Henry Labatte à Donald Macdonald 20 janvier 1969.
34. BAC, RG 116, Vol. 72, Dossier 700-3, Priorities Fixed by the Volunteers From the District of Montreal.
35. Rob Cunningham, «Community Development at the Department of Indian Affairs in the 1960s: Much Ado About Nothing», Mémoire de maîtrise, Université de Saskatchewan, 1997, p. 63.
36. K. Dzeguze, «Indian Duke Redbird Turns to the Soft Cerebral Sell», *Globe and Mail*, 10 novembre 1969, p. 15.
37. BAC, RG 116 Vol. 20 dossier 120-P5, Meeting of the Committee on Planning, Research and Evaluation, June 2-3, 1967.
38. BAC, RG 116, Vol. 35, Dossier 128-F1-72-1, Northeastern New Brunswick: Where We Are Now and Where We Might Go?; Vol. 25, Dossier, 120-W1-1, Nicole Houde-Mailhot et Odilon Boudreau, Rapport de Travail, nd.
39. Pour la situation au Nouveau-Brunswick, voir Greg Allain et Serge Côté, «Le développement régional, l'État et la participation de la population: La

vie courte et mouvementée des Conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick (1964-1980)», dans Mourad Ali-Khodja et Annette Boudreau (dir.), *Lectures de l'Acadie: Une anthologie de textes en sciences humaines et sociales*, Québec, Éditions Fides, 2009, p. 527-551; Joel Belliveau, «Acadian New Brunswick's Ambivalent Leap into the Canadian Liberal Order», dans M. Fahrni & R. Rutherford (dir.), *Creating Postwar Canada, 1945-1975*, Vancouver, UBC Press, 2008, p. 61-88; Ronald Rudin, «The First French-Canadian National Parks: Kouchibouguac and Forillon in History and Memory», *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, vol. 22, n° 1, 2011, p. 161-200.

40. BAC, RG 116, Vol. 141, Dossier 882, Dal Brodhead, Youth in the Seventies: Emerging Problems and Programs. Speech to the Muriel Cunliffe Institute Sponsored by the UBC School of Social Work and the BC Association of Social Workers, Burnaby BC, 28 avril 1972.
41. BAC, RG 116 Vol. 54, Dossier, 168-1, Company of Young Canadians Report to the Hon. Hugh J. Faulkner, Secretary of State, May 22, 1974.
42. Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque, *loc. cit.*, p. 723.
43. Kevin Brushett, «From the Grassroots: The Company of Young Canadians, Local Activism, and Sustainable Development in Canada, 1965-1975», Document présenté à la conférence de l'Association britannique d'études canadiennes, Cambridge, RU, 4 avril 2012.
44. D. McGraw, *op. cit.*; Sean Mills, *op. cit.*
45. José Igartua, «The Sixties in Quebec», dans L. Campbell *et. al.* (eds), *Debating Dissent: Canada and the Sixties*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 263.
46. D. Brodhead, S. Goodings et M. Brodhead, «The Company of Young Canadians», dans B. Wharf et M. Clague, *Community Organizing: Canadian Experiences*, Toronto, Oxford University Press, 1997, p. 147-48.